

immigrés : Le coup de balai

Après les vagues d'attentats racistes, impunis pour la plupart, après les contrôles réguliers dans la rue et les transports en commun, les immigrés sont dans le collimateur du gouvernement une fois de plus pour servir de boucs émissaires.

En période de crise, ils sont de trop et ceux qui ont contribué à développer économiquement la France n'ont plus qu'à prendre leur baluchon pour retourner là d'où ils sont venus !

Oubliées les responsabilités vis-à-vis des anciens pays colonisés, oubliés également les accords bilatéraux avec différents Etats : Mohamed, Antonio, faites votre valise et partez vite, on ne veut plus de vous !

Cette fois, les ministères se sont mis à deux sur l'affaire. Du côté ministère du Travail, Stoléru a concocté un projet de loi restreignant considérablement le renouvellement des papiers et notamment ceux des Algériens ; objectif : se débarrasser de 100 000 au plus vite. Le ministre de l'Intérieur Bonnet a, lui, parachevé l'œuvre de son collègue en présentant un projet de loi pour mettre à la porte le plus d'immigrés trouvés en infraction cela veut dire que, l'infraction n'étant pas bien définie, tous les prétextes seront bons pour expulser le plus grand nombre d'immigrés.

Ainsi il ne faut pas troubler

l'ordre ou le crédit public, il faut avoir tous ses papiers — et pas ceux d'un copain —, il faut avoir payé ses impôts, sinon, c'est la frontière, quand ce n'est pas la détention administrative, ce qui est très grave.

Dans l'impossibilité d'obtenir des résultats par des décrets-lois qui ont été annulés par le Conseil d'Etat, le gouvernement est allé devant le Parlement pour obtenir la légitimité de cette opération : « foutons dehors le plus d'immigrés ».

C'est sans doute là une des tentatives les plus importantes contre les travailleurs étrangers en France. Une opération qui vise aussi des étudiants et... des réfugiés politiques. ■

LE M.R.A.P. S'ADRESSE AUX PARLEMENTAIRES

Quelques jours avant que ne vienne en discussion à l'Assemblée nationale le projet de loi Bonnet sur les travailleurs étrangers, le M.R.A.P. (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) a adressé une lettre ouverte aux députés et aux sénateurs « pour attirer leur attention sur les dangers que feraient courir aux libertés publiques l'adoption des projets de loi du gouvernement sur la police des étrangers ». Le M.R.A.P. s'inquiétait notamment du refus d'un débat véritable au Par-

lement sur les problèmes de l'immigration, de l'arbitraire aux frontières, de l'existence de camps d'internement administratif, de l'aggravation de l'insécurité des travailleurs immigrés, de la façon de frapper, grâce à la politique de réduction des « coûts sociaux », les immigrés de manière discriminatoire, enfin de la suspicion à l'égard des étrangers et des menaces pesant sur les organisations de solidarité.

